

## Hollande tente une relance de l'Union pour la Méditerranée

L'UpM, le grand projet de Sarkozy, sommeillait depuis plus de deux ans... Le président veut la réveiller avec la question des femmes.

[François Hollande](#) a repris le flambeau et a réuni jeudi à Paris les 43 pays membres de l'Union pour la Méditerranée (UpM). On croyait cette instance définitivement comateuse... [Nicolas Sarkozy](#), qui en fut l'initiateur en juillet 2008, rêvait d'en faire le grand partenaire de l'[Europe](#) vers le Sud. Malheureusement, l'UpM est tombée dans une certaine torpeur depuis plus de deux ans à la suite de multiples divisions entre ses 43 membres (dont Israël et la Palestine).

L'UpM tente aujourd'hui de se relancer autour d'un thème qui peut surprendre : le renforcement du rôle des femmes dans la société à travers leur participation à la vie politique, économique et sociale. On est loin des ambitieux projets de coopération énergétique des débuts. C'est donc Najat Vallaud-Belkacem, en tant que ministre du Droit des femmes, qui a, au nom de la France, coordonné les travaux de cette conférence ministérielle, François Hollande ayant reçu, pour sa part, à dîner les participants mercredi à l'Élysée.

### Des "droits génésiques" pour les femmes musulmanes

Des rencontres euro-méditerranéennes avaient déjà eu lieu sur ce thème à Istanbul, en 2006, et à Marrakech en 2009. À Paris, il s'agissait aussi de faire avancer la lutte contre les violences envers les femmes et de faire évoluer les "mentalités" et les comportements à leur égard (harcèlement dans les rues notamment) afin de promouvoir l'égalité femmes-hommes "dans la réalité", et pas seulement dans les textes. La France avait à coeur de promouvoir l'idée de "droits sexuels et reproductifs", une formule diplomatique ouvrant la porte à la contraception dans les pays musulmans...

La négociation sur ces termes a été assez difficile ces derniers mois. La [déclaration finale](#) évoque un "droit à des soins de santé appropriés, y compris en matière de santé sexuelle et génésique, et des [droits génésiques](#)". C'est en fait la traduction des termes anglais : "sexual and reproductive health and reproductive rights". Une avancée formelle significative rendue possible par l'affaiblissement de l'Égypte en juillet dernier quand le texte est entré dans sa phase finale de négociation... Au même moment, le président islamiste Morsi était destitué par l'armée. "Comme l'Égypte donne souvent le la pour la position commune des pays arabes, la vacance du pouvoir égyptien a permis des avancées", confie une source proche de la négociation. Ankara avait délégué à Paris non pas un ministre, mais une personnalité représentant le "conseil national des femmes", une structure administrative.

Il n'était pas si simple, en effet, de réunir sur ce sujet les 43 pays membres dans la mesure où, pour nombre d'entre eux, la place des femmes fait l'objet de débats brûlants au lendemain des Printemps arabes. Après avoir participé largement aux mouvements insurrectionnels, les femmes ont par la suite été victimes d'un regain de violence, comme en Égypte, où, dans les environs de la place Tahrir au Caire, les agressions envers les femmes sont devenues légion. Début juillet, 91 agressions sexuelles ont été recensées en quatre jours par Human Rights Watch en marge des manifestations contre le président Morsi.

### Douze projets financés

Vingt-cinq ministres se sont déplacés afin d'adopter cette résolution solennelle. Naturellement, la Syrie de Bachar el-Assad n'était pas représentée, mais François Hollande avait invité une activiste de Homs afin de parler de la situation des femmes dans le conflit syrien. "En Syrie, les femmes sont aussi les premières victimes de ce qui s'y produit, a souligné le chef de l'État français dans son discours de bienvenue. Les violences font partie de la stratégie de la terreur aussi bien du régime que des groupes djihadistes ; et de nombreuses femmes se trouvent déplacées ou réfugiées."

François Hollande ne souhaitait pas s'en tenir à la simple adoption d'une résolution. C'est pourquoi cette conférence de l'Union pour la Méditerranée a défini 12 projets concrets portés par des ONG ou des institutions de plusieurs pays. Ces projets seront financés et régulièrement évalués par l'UpM. La France a poussé par exemple pour la création d'un "réseau de jeunes femmes d'avenir" qui devrait permettre chaque année à une centaine de femmes des deux rives de la Méditerranée de se retrouver et de créer des liens permanents. "Ce sont ces réseaux-là qui permettront de renforcer la solidarité entre nos sociétés", estime François Hollande. De beaux discours, mais seront-ils suivis d'effets ?